ACADÉMIE DES TECHNOLOGIES
POUR UN PROGRÈS RAISONNÉ, CHOISI ET PARTAGÉ

Paris, le 25 novembre 2026

Présidentielle 2027 : la souveraineté technologique a un prix, il faut le dire

Tribune de **Manoelle LEPOUTRE**, Présidente de l'Académie des technologies,
Paul-Joël DERIAN, Vice-président de l'Académie des technologies et
Philippe GILLET, Vice-président délégué aux relations institutionnelles et partenariats stratégiques de l'Académie des technologies

À quelques mois de l'élection présidentielle, les Français attendent des réponses sur leur pouvoir d'achat, leur santé, leur sécurité et l'avenir de leurs enfants. Répondre à cette attente, sans pouvoir compter sur la dépense publique, passe par le développement de l'économie, de l'industrie et par la transition écologique, donc par la maitrise des technologies dont elles dépendent. Pénuries de médicaments, crise énergétique, ruptures de composants et de matériaux critiques : les crises récentes ont rendu ces dépendances visibles, souvent amplifiées par les tensions géopolitiques ou par le dérèglement climatique. Les diagnostics ne manquent pas. Ce qui manque, c'est le courage de faire des choix et de les assumer en toute transparence.

Choisir ses dépendances

La souveraineté n'est pas l'autarcie. Être souverain, c'est pouvoir décider et agir sans contrainte extérieure ni empêchement intérieur excessifs. Cela suppose moins de tout posséder que de choisir ses alliances et d'éviter les dépendances. Cette souveraineté a deux visages. Défensive, elle réduit nos dépendances critiques actuelles : matériaux critiques, principes actifs, composants, énergie, alimentaire… Offensive, elle prend position dès maintenant sur les technologies qui structureront le monde de demain (biotechnologies, infrastructures numériques, intelligence artificielle, quantique, nouveaux matériaux), avant qu'elles ne deviennent des monopoles étrangers et des dépendances subies. Ne s'en tenir qu'à la première, c'est courir après les crises sans préparer l'avenir ni créer les conditions de notre souveraineté. L'essentiel se joue dans un équilibre piloté et qui ne doit plus être subi : ni l'illusion d'une maîtrise nationale complète, ni le simple achat sur le marché mondial au

meilleur prix économique mais au prix caché de la désindustrialisation et de la dépendance. Une dépendance réciproque européenne peut devenir une force à condition d'être adossée à des alternatives ; le gaz russe a montré ce qu'il en coûte de l'oublier. La bonne question n'est donc pas seulement « que nous manque-t-il ? », mais aussi « qu'avons-nous à proposer que les autres ne peuvent trouver ailleurs ? ».

Toute politique de transition devrait identifier de qui elle nous rendra dépendants demain. Dans le contexte de la transition énergétique, l'Europe appelle à plus que doubler d'ici 2050 le photovoltaïque, qui repose cependant aujourd'hui sur des chaînes très largement asiatiques.

Choisir, c'est renoncer

Face à des concurrents comme la Chine et les États-Unis, qui concentrent leurs moyens sur des segments prioritaires, la France doit sortir des politiques de catalogue et assumer des choix technologiques clairs. Elle doit privilégier les domaines où elle dispose déjà d'atouts solides, tels qu'une recherche de premier plan, des start-up innovantes et des industriels capables de produire à grande échelle. Plutôt que de chercher à imiter les géants mondiaux de l'informatique, misons sur des briques critiques dont ils auront eux-mêmes besoin, ainsi que sur les secteurs à forte valeur ajoutée où notre industrie et nos compétences font déjà la différence, comme l'aéronautique, le spatial, le nucléaire ou l'électronique de spécialité…

La France invente, elle doit savoir industrialiser, produire et former

La France doit lutter contre l'érosion de son excellence en recherche, mais surtout elle doit reprendre la main entre le laboratoire et l'usine. Le verrou n'est pas le manque d'idées, c'est l'absence de chemin vers la montée en échelle et l'industrie. Les batteries l'illustrent : leurs bases scientifiques sont fortes dans notre pays mais d'autres nations ont su aller au-delà, et résoudre les défis déterminants de leur intégration, modularité et production à l'échelle.

Les biotechnologies sont un autre exemple : elles savent produire médicaments et aliments, transformer le CO_2 en carburants, ou récupérer les métaux critiques de nos déchets électroniques, dont un cinquième seulement est recyclé dans le monde. Mais nos pionniers peinent à passer à l'échelle, faute de sites et de financements pour éprouver et industrialiser leurs procédés. Nous avons bâti des plateformes pour la science ; il faut en bâtir pour l'industrialisation. Leur coût est aussi élevé que celui d'un grand instrument comme un synchrotron, que nous savons pourtant financer depuis cinquante ans. Et n'oublions pas que cette industrialisation ne pourra ensuite déboucher sur des emplois et un succès industriel que si la réglementation et la commande publique l'accompagnent efficacement.

L’innovation s’accélère, mais le passage à l’échelle se heurte à la contrainte du temps : ouvrir une mine, bâtir une usine ou former des compétences se compte en décennies. Airbus a construit son excellence industrielle sur plus de vingt ans.

Le prix de la souveraineté

Reste la question que le débat public évite : la souveraineté a un coût. On ne peut avoir à la fois les prix les plus bas, les normes les plus exigeantes et une pleine autonomie industrielle. Nous proposons donc aux candidats de répondre, pour chacune de leurs priorités, à trois questions : à quel coût ? qui paiera ? que coûtera l’inaction ? Promettre une souveraineté gratuite, c’est préparer une triple facture : une désillusion et une défiance amplifiées de nos compatriotes, des surcoûts payés sans le dire et souvent sous la contrainte, comme le prix de l’énergie, et une vulnérabilité critique aux pires moments.

Pour éclairer ces choix, les candidats peuvent s’appuyer sur des tiers de confiance indépendants. Parmi eux, l’Académie des technologies offre un regard sans parti pris, forgé dans la collégialité et l’expérience collective : chaque avis y naît de la confrontation des savoirs et des expériences diverses. Elle met son expertise à la disposition de tous les candidats, car la souveraineté technologique est un moyen de préserver la capacité des citoyens à faire des choix éclairés qui engageront la France bien au-delà d’un quinquennat.

À propos de l'Académie des technologies
L’Académie des technologies promeut un développement technologique au service de l’Homme, de l’environnement et d’un bien-être durable pour un progrès raisonné, choisi et partagé. Elle rassemble 396 personnalités élues, reconnues dans divers domaines : professionnels de la technologie, scientifiques, industriels, chercheurs, spécialistes de l'économie, des sciences humaines et des sciences de l'éducation touchant aux technologies. Placée sous la protection du président de la République, elle émet des avis indépendants sur des grands choix technologiques et fournit des éléments de référence permettant d’éclairer le débat public.

Contact presse
Natacha Oliveira – natacha.oliveira@academie-technologies.fr – 07 88 57 02 70